

Le centime de solidarité fait couler l'eau en plein désert



Demba Samba, responsable du projet à Nouakchott, et Olivier Français, conseiller municipal de Lausanne: un partenariat inscrit dans la durée.

Andrée-Noëlle Pot

PARTENARIAT Le centime par mètre cube d'eau prélevé dans une centaine de communes suisses est un concept qui marche. Le point avec l'exemple du partenariat entre Lausanne et Nouakchott (Mauritanie).

Ivan Radja
ivan.radja@lematindimanche.ch

A chaque m³ d'eau consommé, vous dépensez un centime supplémentaire, un centime de solidarité pour l'accès à l'eau potable. Du moins si vous habitez l'une des 100 communes suisses qui ont adhéré depuis 2007 au concept «solidarit'eau» de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Fort bien. Mais où et comment cette taxe est-elle investie? Coup de projecteur sur l'un des 27 projets en cours, le partenariat entre la capitale de la Mauritanie, Nouakchott, et Lausanne, qui a mis en route la connexion au réseau d'eau d'une partie de la ville.

Les besoins sont énormes, rappelle Demba Samba, responsable du suivi des opérations sur place, venu jeudi à Lausanne faire le point sur l'avancée des travaux et remercier les communes associées: «Nouakchott compte 1,2 million d'habitants, et seulement

800 km de conduites qui ravitaillent 27 000 abonnés.» Une ville? Plutôt une communauté urbaine, ainsi qu'elle se définit, qui s'étend sans cesse à mesure que se fixent des populations nomades dans des quartiers dépourvus d'infrastructures. En conséquence, le prix de l'eau peut être près de 50 fois plus élevé pour les habitants qui ne sont pas raccordés au réseau, soit la majorité de la population. En cause, les multiples intermédiaires qui acheminent l'eau par camions, citernes, jerrycans, moyennant une petite commission à chaque étape.

Dans un premier temps, Lausanne et les autres communes associées ont pallié au plus urgent en fournissant camions-citernes et en réhabilitant des bornes-fontaines, pour un budget de 360 000 fr. En 2010, la Mauritanie a achevé une grande canalisation qui permet l'approvisionnement dans le Fleuve Sénégal. Mais il s'agit maintenant de se raccorder à cette source. «Grâce au succès de la première étape, nous avons pu associer davantage de partenaires et réunir 1,7 million de francs pour la construction de 40 km de canalisations», explique Olivier Français, conseiller municipal de Lausanne. Outre les communes romandes précitées, qui participent à hauteur de 876 000 fr. (50,4%), la Région Ile-de-

LES CHIFFRES

1,7 million

Le budget pour Nouakchott, partagé par la capitale de la Mauritanie, Lausanne et les 16 communes associées, la Région Ile-de-France et la DDC.

100 000

Le nombre d'habitants de Nouakchott bénéficiaires du partenariat avec Lausanne.

40 km

La longueur du réseau de conduites destinées à relier un quartier entier de Nouakchott au réseau d'eau.

France est venue renforcer les rangs (245 000 fr., soit 14,1%). La ville de Nouakchott investit 216 000 fr. (12,4%), et la DDC (Direction du développement et de la coopération) 400 000 fr. (23%). Celle-ci sélectionne les projets d'entraide à travers le monde et les soumet aux communes via la plate-forme «solidariteausuisse.ch». Directeur du programme pour l'eau à la DDC, François Münger précise qu'une centaine de communes de toute la Suisse ont adhéré à cette

plate-forme depuis 2006. «Elles ont le choix, soit de soutenir un programme présenté par l'une des trente ONG associées, ou, comme dans le cas de Lausanne, de réaliser elle-même leur projet dans le cadre d'un partenariat public-public avec la commune partenaire qui bénéficie de l'aide.»

Echange de savoir-faire

Une bonne formule pour une ville comme Lausanne, qui approvisionne 70 communes en eau, possède de solides compétences en la matière, et dont les conseils ont déjà été requis sur d'autres projets par le passé, au Burkina Faso notamment. «Raison pour laquelle nous travaillons sur le long terme, précise Olivier Français. C'est l'avantage de ce partenariat, qui va au-delà d'une simple aide financière ponctuelle, mais se veut aussi un échange de savoir-faire et d'expérience.» «A Nouakchott, renchérit Demba Samba, l'aide va bien au-delà de la pose de conduites: 65% du budget y est certes consacré, mais le solde est dévolu aux analyses de l'eau, aux contrôles de qualité, à la sensibilisation de la population à l'hygiène et à la formation du personnel. Au total, ce programme bénéficie à quelque 100 000 personnes.»

La formation fait trop souvent défaut, observe le Français Jacques Oudin, président du groupe d'échanges du Comité national de coopération décentralisée et du Comité national de l'eau: «Après le tremblement de terre en Haïti, le personnel était incapable de remettre le réseau en Etat. Il n'y avait pas les compétences nécessaires.» En France, il milite pour le prélèvement de 1% des recettes de l'Etat sur l'eau, «objectif que peu d'Etats ont atteint, et encore, temporairement.» Sur 12 milliards de recettes, l'Hexagone pourrait dégager 120 millions de francs pour l'accès à l'eau potable dans le monde. «Or nous en avons trente. Si les 10 000 plus petites communes de France adoptaient le principe du centime par m³ d'eau, comme le fait «solidarit'eau», cela amènerait déjà une vingtaine de millions.» Il compte présenter la plate-forme de la DDC, ainsi que le partenariat Lausanne-Nouakchott, lors du prochain forum mondial de l'eau, qui se tiendra début 2015 en Corée du Sud. ■

Coopération

Lausanne déploie son savoir-faire en plein désert

Des fonctionnaires lausannois étaient cette semaine en Mauritanie pour suivre des projets financés par la Ville

Claude-Olivier Volluz
Nouakchott

Le convoi serpente sur une route goudronnée entre dunes et terrains de sable, à Nouakchott. A bord, des ingénieurs du Service des eaux de la Ville de Lausanne, envoyés pendant cinq jours dans la capitale de la Mauritanie pour faire le tour des projets soutenus par la capitale vaudoise.

Ils se dirigent vers Tarhil, un quartier périphérique de la capitale, construit en 2010 pour relodier l'endroit. De petites bâtisses en béton y ont été érigées pour remplacer les tentes précaires dans lesquelles vivaient plusieurs centaines de milliers de personnes. C'est principalement ici que Lausanne a financé plusieurs ouvrages afin d'améliorer l'accès à l'eau de ces populations démunies (*lire ci-dessous*). «Vos projets sont très utiles pour la frange la plus nécessiteuse de la population», souligne le maire de la moughataa (quartier), Mahmoudy Ould Saleck.

Deux fois moins cher

Moussa Horma, un Mauritanien d'une trentaine d'années, relogé à Tarhil avec sa famille en 2010, observe la délégation de loin. Comme plus de 60% des habitants de Nouakchott, il n'a jamais eu d'accès direct à l'eau courante. Le jeune homme ravitaille sa famille avec des barriques que des charretiers viennent déposer quotidiennement devant sa maison. «Actuellement, nous n'utilisons que 15 litres d'eau par jour et par personne. Nous n'avons pas les moyens de nous offrir plus», affirme-t-il. Ses revenus mensuels n'excèdent pas 120 francs suisses et sa facture de consommation d'eau représente plus du quart de ses dépenses. «C'est beaucoup trop cher. Et les charretiers augmentent encore les prix durant les fêtes ou le week-end. On espère économiser beaucoup avec l'eau courante au robinet», témoigne-t-il. Pour les nouveaux abonnés, l'eau du réseau reviendra en moyenne deux fois moins cher



Les représentants lausannois visitent un point d'eau dans le quartier de Tarhil. CLAUDE-OLIVIER VOLLUZ

que celle acheminée par barriques.

L'impact sanitaire est également important. «On essaie de favoriser le raccordement individuel afin d'éviter les filières informelles qui détériorent la qualité de l'eau», explique Vanessa Fakhry, responsable des projets mis en place à Nouakchott par le Service des eaux de la Ville de Lausanne. L'ouvrage le plus important, lancé en avril dernier dans le quartier Tarhil, vise à offrir un accès direct à l'eau courante à plus de 30 000 personnes. «L'arrivée de l'eau au robinet va considérablement accroître le bien-être

de ces populations. Vous verrez bientôt des arbres pousser dans ce quartier», s'enthousiasme Demba Ould Semba, coordinateur du projet à la Communauté urbaine de Nouakchott, l'équivalent de la mairie pour la capitale mauritanienne.

Sur le site des travaux, une vingtaine d'ouvriers creusent dans le sable, à un mètre de profondeur, le long d'un tracé destiné à accueillir près de 45 kilomètres de conduite. Les ingénieurs lausannois se tiennent informés de l'avancement des travaux, qui pourraient se terminer à la fin de cette année déjà. «On est dans les

temps, malgré les difficultés liées à la nature du terrain», analyse Yvan Débieux, chef de réseau au Service des eaux de la Ville de Lausanne. Les perturbations causées par la saison des pluies, entre les mois de juillet et de septembre, n'ont eu que peu d'effet sur le planning, selon les responsables mauritaniens.

«Nous avons été contraints d'arrêter les travaux durant les jours de pluie. Mais nous avons pu rattraper le temps perdu et nous allons bientôt arriver au bout», assure Mohammed Ould Sidi Mohamed, l'un des responsables du chantier.

Plusieurs communes impliquées

● Depuis 2009, la Municipalité de Lausanne prélève un centime par mètre cube d'eau vendu aux Lausannois afin de financer des actions de solidarité dans le domaine de l'eau. Ce mode de financement a été adopté par le Conseil communal en décembre 2008. Un premier projet a été mené dans le cadre d'un partenariat logistique et financier avec la Communauté urbaine de Nouakchott entre 2009 et 2011. Il a permis la construction et la réhabilitation de huit fontaines, le financement de 25 cuves, la pose de près de

2 km de conduites et l'achat de quatre camions-citernes et vidangeurs. Coût total pour Lausanne: 360 000 francs.

Un deuxième partenariat, de plus grande ampleur, a été lancé en 2011. Il est budgétisé à 1,7 million de francs et a notamment été financé par la vente des «carafes solidaires» dans les restaurants lausannois entre mars et septembre 2012. La Communauté urbaine de Nouakchott, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et la région Île-de-France participent également au

financement, de même que 17 communes romandes qui se sont progressivement associées au projet, en prélevant elles aussi un centime par mètre cube d'eau. Parmi elles, Apples, Cossonay, Epalinges, Estavayer-le-Lac, Jouxten-Mézery, La Chaux, Le Mont-sur-Lausanne, Lutry, Morges, Nyon, Pully. A l'issue des travaux, en 2014, 45 km de conduites seront posées dans les quartiers périphériques de Nouakchott pour permettre à 30 000 personnes d'accéder au réseau. De nouvelles fontaines seront aussi construites.